

BUREAUX : RUE NAIN

ABONNEMENTS : ROUBAIX-TOURCOING : Trois mois 12 fr. — Six mois 23 fr. — Un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE : Trois mois, 14 fr. — Six mois, 27 fr. — Un an, 51 fr. — L'abonnement continue, sauf avis contraire.

ANNONCES : 20 centimes la ligne. RÉCLAMES : 25 centimes. — On traite à forfait.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

Heures de départ des trains : Roubaix à Lille, 5 17, 7 21, 8 21, 9 53, 11 26, m., 12 26, 1 56, 3 42, 5 11, 6 43, 7 38, 9 36, 11 11, s. — Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 39, 7 43, 8 48, 10 13, 11 23, m., 1 15, 2 28, 4 48, 5 48, 8 13, 10 23, 11 15, s. Lille à Roubaix, 5 20, 7 00, 8 30 55, 11 05, 12 57, 2 20, 4 30, 5 30, 7 55, 10 05, 11 15. Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 10, 7 12, 8 12, 9 06, 11 17 12 17, 1 47, 3 33, 6 03, 7 28, 9 24, 11 02. Mouscron à Lille, 7 00, 8 00, 9 36, 11 05 12 05, 9 21, 1 50, 5 55, 7 40, 9 40.

ROUBAIX, 16 FÉVRIER 1873.

PLUS C'EST BÊTE PLUS C'EST CRU!

Spéculant sur la crédulité proverbiale de leurs lecteurs habituels et sur l'ignorance béotienne, apanage ordinaire de la couche sociale qui perfectionne son éducation politique et historique dans les cabarets et les caboulots borgnes, les journaux de la presse radicale ont entrepris, ces jours-ci, la tâche impossible de démontrer que la nuit, c'est le jour, que les accusés sont les juges, et que le blâme formulé par l'immense majorité de nos représentants, sur les marchés et les agissements financiers des hommes du 4 septembre, retombe, non sur ceux qui ont introuvé, en comptabilité, ce système fantaisiste et révolutionnaire, qui a coûté tant de millions à la France, mais bien sur ceux qui ont entrepris et mené à bien la tâche écorante, mais patriotique, de porter la lumière dans ces transactions véreuses et ineples, fructueuses seulement pour leurs auteurs.

En face de cet audacieux défi jeté au bon sens et à l'honnêteté publique, les éloquentes paroles de Lamennais, signalant déjà les premières tentatives en ce sens, nous sont revenues à la mémoire. Et, quoiqu'on ait, de nos jours, sensiblement perfectionné et transformé, sur une échelle grandiose, cette odieuse exploitation de la bêtise, de l'ignorance et de la crédulité populaires, il nous a paru encore de saison de reproduire ici ce tableau qui n'a rien perdu de son actualité, au contraire :

Ce qui nous semble inouï dans l'histoire des peuples les plus dégradés, ce qui indique un degré de perversité intellectuelle dont on n'avait encore nulle idée, c'est le concert de tout un parti et sa hardiesse dans le mensonge. Jamais on ne combina l'imposture avec plus de profondeur et moins de remords, jamais on ne la proféra solennellement avec plus d'audace. Dans les journaux et les pamphlets, est-il un seul fait que la faction négalitaire selon ses intérêts?... On la dément, elle insulte. Si elle attaque, elle soutient que c'est elle qui est attaquée... Prise en flagrant délit de conspiration et de révolte, à l'instant même, elle crie qu'on l'opprime, qu'il n'y a plus de liberté, de sûreté pour les défenseurs du peuple! En 93, au moins, les bourreaux ne se plaignaient pas d'être victimes!

La parole n'éclaire plus; elle obscurcit. Elle parcourt la terre en disant au mal: tu es le bien, et au bien: tu es le mal...

Il y a là, sans doute, un effrayant symptôme qui indique un mal bien profond et l'abrutissement notable d'une nation jadis renommée pour la rectitude de son jugement et la droiture de son intelligence.

Mais il ne faut pas désespérer encore, cependant, car on commence à entendre répéter, de bien des côtés, cette noble parole, tombée, il y a quelques années, d'une bouche autorisée qui prévoyait l'avenir : « La France ne peut être sauvée que par l'honnêteté. »

Enivrées par le culte du bien-être et des intérêts matériels, les foules n'avaient pas perçu la haute portée philosophique de cette parole profonde, elles avaient souri dédaigneusement, en murmurant le mot : rêveries impossibles!

Maintenant, éclairées par le malheur et la souffrance, elles commencent à comprendre : elles entrentvoient la vérité qui peut les sauver. Et l'on entend déjà murmurer, de divers côtés et dans toutes les classes de la société, ces mots qui, tout à l'heure, espérèrent-les, éclatèrent comme une immense clameur de salut :

« Arrière les expédients, les intrigants, les habiles! place au droit et aux honnêtes gens! nous ne saurons sauvés que par l'honnêteté! »

Un beau jour, la vérité, si longtemps obscurcie par les préventions, les préjugés, la malveillance et l'ignorance, se dégagera de toutes les entraves, comme le soleil qui se dégage, splendide, des nuages sombres qui en ont, passagèrement, voilé l'éclat; et la lumière se fera dans les intelligences éclairées par leurs intérêts mêmes; et les plus obstinés seront bien forcés de reconnaître que Monseigneur le Comte de Chambord, que les habiles proclamaient impossible à cause de son honnêteté, à force d'être impossible pourra bien quelque jour prochain être nécessaire!

Et à lui, comme à la planche suprême du salut, accourront, pâle-même, et ceux qui veulent le salut de la société; et ceux qui veulent leur propre salut; et les croyants et les dévoués qui, plaçant leur confiance dans l'aide de la Providence, attendaient patiemment le triomphe final du droit; et les railleurs et les sceptiques qui prétendaient, cyniquement, qu'ici-bas le cerveau et le cœur devaient être mis au service du ventre, et que le but final de l'homme était de jouir le plus possible en s'accommodant, du mieux possible, des faits accomplis.

Et ce ne seront pas ces derniers qui seront les moins empressés à saluer le Sauveur nécessaire!

FÉLIX DE SARCUS.

On nous écrit de Versailles :

Après le rapport de M. de Broglie, c'est la fusion qui préoccupe le plus la droite. Il est bien difficile de vous dire à quel point on sont les négociations. Les négociateurs sont très-délicats et ne confient à personne le secret de leurs mouvements stratégiques. Un nouveau document est venu hier toutefois grossir le dossier de la fusion. Après la lettre de M. le comte de Chambord (ou plutôt de son secrétaire, M. le marquis de Monti) à M. le duc Stanislas de Blacas, une réponse indirecte de M. le comte de Paris était indispensable. D'après les bruits qui circulaient hier à Versailles, cette réponse serait arrivée. M. le comte de Paris aurait, paraît-il, écrit une épître dans laquelle il aurait déclaré ne pas pouvoir « abandonner » le drapeau tricolore. Je ne vous donne pas cette version comme exacte, mais c'est ainsi qu'on interprétait hier les allées et venues de M. le duc d'Audiffret-Pasquier dans les couloirs de la Chambre. On disait qu'il avait en mains cet important document.

LETTRE DE PARIS

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 15 février.

Le gouvernement paraît avoir été fort ému par le discours de M. Dupont et le déficit des 65 millions sur les sucres. Il n'a pas trouvé d'autre parti à prendre que de nier que le déficit provient de notre régime économique. Aussi M. le ministre des finances s'est évertué à expliquer, par des causes passagères, le défaut de ces 65 millions, qu'il est impossible de contester absolument. Il s'est égaré sur ce point dans un si long labyrinthe d'explications qu'on n'a pu s'empêcher de conclure qu'il donnait trop de raisons pour donner la bonne.

D'après l'honorable M. Léon Say, il faut retrancher des 65 millions de déficit, 6 millions qui auraient été consommés par l'Alsace-Lorraine, si elle était restée française, et que le gouvernement avait oublié de déduire de son calcul; 2 millions provenant de ce que la loi n'avait été proclamée que le 25 janvier au lieu de l'être le premier; 37 millions de sucre que les fabricants avaient acheté en approvisionnement pendant l'année précédente, en prévision de la prochaine augmentation des droits; 2 millions de marchandises en admission temporaire qui sont ressorties sans payer les droits; 16 millions de marchandise introduite en fraude par notre frontière ouverte.

Il ne resterait que 2 ou 3 millions dont le déficit pourrait bien, d'après M. Say, avoir pour cause les faits économiques signalés par M. Dupont, mais qui n'ont pas assez d'importance pour comporter le bouleversement de notre système d'impôt sur les sucres. En un mot, le gouvernement sent bien que grâce à toutes les révolutions économiques, l'argent lui passe par les doigts, mais plutôt que de sacrifier son dada financier, il préfère nier le plus gros de ses pertes et hausser les épaules sur le reste.

Tandis que les questions économiques suivent leur cours paisible, la politique générale ne perd pas de temps. M. de Broglie était empêché par une indisposition de communiquer son rapport à M. Thiers, et de le déposer à la chambre. La droite s'occupe de pousser en avant un autre sujet tout aussi pressant, la réforme électorale. On sait que M. Savary a déposé, il y a quelque temps, une proposition de loi tendant à exiger qu'une élection politique ne fut considérée comme valable que dans le cas où elle réunirait sur une seule tête plus du quart des suffrages.

L'Assemblée a décidé qu'elle commencerait, lundi 17, cet important débat. Les députés n'écourent qu'avec distraction les discussions économiques qui durent depuis plusieurs jours. Ils sont

préoccupés et des événements d'Espagne et de la question de la visite du comte de Paris à M. le comte de Chambord.

Au sujet de cette question on a tenu dans l'Assemblée de s'étonner des hésitations des prinées d'Orléans et de quelques-uns de leurs principaux conseillers. Ils voudraient, dit-on, que cette visite ne se fit qu'après les discussions sur le travail de la commission des Trente. Mais, tout au contraire, n'est-ce pas la visite du comte de Paris qui devrait précéder les débats sur la commission des Trente! Car cette visite pourrait modifier beaucoup le chiffre de la majorité. Si ce rapprochement n'est pas effectué entre les deux familles de la maison de Bourbon, M. Thiers fera passer ses projets, obligera l'Assemblée à se dissoudre, fera les élections générales, nous amènera une Chambre radicale, laquelle nous donnera une convention communarde. Terrible responsabilité pour ceux dont la conduite politique aura précipité la France dans ces nouvelles et affreuses épreuves.

Les courriers d'Espagne sont toujours en retard, ce qui dément suffisamment les assertions des dépêches officielles qui conduisent leur système optimiste pour la république comme pour le gouvernement d'Amédée. Mais il faut bien que la vérité finisse par être connue.

On parlait de la Bourse d'importantes facilités à Londres.

M. Jules Simon se lave les mains, dit-on, de la nomination de M. Le Verrier comme directeur de l'observatoire. C'est M. Thiers qui a voulu absolument cette nomination.

La semaine financière dit que le dernier paiement, pour l'indemnité de guerre, porte le montant total des à-comptes versés sur le quatrième milliard à la somme de 350 millions. La France se trouve donc avoir payé 3,350 millions de l'indemnité de guerre à la Prusse.

Nous croyons pouvoir ajouter que toutes les mesures sont prises pour que les versements continuent avec la même rapidité et la même régularité. Le quatrième milliard une fois payé, le pays sera bien près de toucher au terme de la délivrance. La question des garanties, nous l'avons déjà dit, n'est pas de nature à créer des difficultés sérieuses, et il y a tout lieu d'espérer que, loin de songer à contrarier les efforts de notre gouvernement, la Prusse se montre au contraire disposée à hâter la solution.

ÉTRANGER

Lisbonne, 14 février, soir. Des nouvelles de Madrid annoncent que le gouvernement a décidé la séparation de l'Église et de l'Etat et l'immovibilité de la magistrature.

M. E. Castelar a répondu aux félicitations de la colonie des Américains du Sud à Paris en disant que les Américains du Sud ne

peuvent pas favoriser les tendances séparatistes des Cubains, les Antilles étant devenues un territoire républicain.

Madrid, 15 février. Le décret supprimant la garde royale contient de nombreuses félicitations des provinces au pouvoir exécutif. Le Tertio progressiste a pris le nom de Radicale républicain.

Le ministre de la justice présente aujourd'hui à l'Assemblée un projet abolissant la peine de mort et chargeant une commission de rédiger en deux mois un système pénitentiaire.

On assure que les Etats-Unis, la France, l'Angleterre, la Belgique, la Suisse ont reconnu la République.

On annonce la suppression du conseil d'Etat.

Madrid, 15 février. La Gaceta dit que la neige continue à rendre très-difficiles les opérations des colonnes dans la Navarre et les provinces basques. La tranquillité complète est rétablie à Malaga, sans effusion de sang. Un décret réorganise les volontaires de la Liberté, sous le nom de volontaires de la République. Les bataillons actuels continuent à subsister. — Havas.

Nous lisons dans la Patrie : De renseignements particuliers qui nous arrivent, il résulterait que l'Andalousie est soulevée sous une impulsion communarde. Cette contrée de l'Espagne est, en effet, la plus mauvaise au point de vue social et politique. Les idées socialistes, dans ce qu'elles ont de pire, y sont professées ouvertement, et l'antagonisme des classes pauvres contre la bourgeoisie et la noblesse y est à l'état permanent.

Saint-Sébastien, 14 février, soir. Les nouvelles publiées à Paris sur le général Moriones sont complètement fausses. Le général, loin de passer aux carlistes, a, au contraire, fait acte d'adhésion au gouvernement de la République.

Cette nouvelle de la soumission de Moriones aux carlistes avait été transmise par une maison espagnole parisienne à Paris-Journal :

Le Daily News a de la peine à croire que la proclamation d'une république à Madrid par les Cortès suffira pour anéantir toutes les prétentions dynastiques et pacifier le pays. Ceux qui connaissent à fond le pays, et l'élevation de sentiments consolidés par des siècles en Espagne, déclarent redouter que la seule république que les monarchistes pourraient peut-être appuyer, serait une dictature militaire. La seule république qui serait comprise par la masse des républicains espagnols, c'est l'anarchie tempérée par la mitraille.

La Hollande a reconnu la République espagnole.

Une certaine agitation se manifeste à Lisbonne, le journal *El Comercio* dit : Enfin l'Espagne est républicaine et Dieu veuille qu'elle maintienne cette forme de gouvernement; autrement le pays tomberait sous la domination du plus féroce despotisme. Nous suivons attentivement la marche de cette république, qui, si elle se consolide, passera fatalement la frontière non par la violence, mais par l'effet naturel des idées politiques, et nous l'accueillerons avec joie.

Feuilleton du Journal de Roubaix

DU 17 FÉVRIER 1873

LE TRIOMPHE D'UNE FEMME

(Traduction de l'anglais)

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE VII.

Incertitudes

(Suite)

Sa physionomie s'éclairait en parlant et elle regardait son compagnon pour implorer sa sympathie, mais Richard détournait la tête et semblait réfléchir les maisons de l'autre côté de la rue. Il garda le silence quelques moments encore après qu'Éléonor eut cessé de parler; puis il dit brusquement : « Éléonor, racontez-moi comment vous avez quitté votre père. — Hé bien, nous avions dîné dans un restaurant du boulevard, et, après dîner, papa m'a menée à la promenade, loin, très-loin, jusque par delà des théâtres. Il m'avait promis de me conduire à l'Ambigu ou à la Porte-Saint-Martin, mais en revenant nous avons rencontré deux amis de papa, qui l'ont arrêté en disant

qu'ils avaient un rendez-vous avec lui, et qui l'ont décidé à aller avec eux.

— Aller avec eux, et où cela? — Ah! je ne sais; papa a rebroussé chemin avec les deux personnages. Jo les ai suivis de l'œil aussi longtemps qu'il m'a été possible, mais je n'ai pu voir où ils sont allés.

— Et ces deux hommes, qui étaient-ils? — L'un d'eux était un Français, petit de taille, mais corpulent et à figure rosée. Il portait une moustache peu épaisse et la barbe taillée comme celle de l'empereur, mais il était bien mis et avait une canne qu'il tournait en parlant à papa.

— Avez-vous entendu ce qu'il disait? — Non, la conversation se tenait à voix basse et en français.

— Mais vous parlez français, Éléonor! — Oui, mais pas le français qui se parle ici. On prononce trop vite, il est très-difficile de comprendre.

— Et l'autre personnage, décrivez-le-moi. — Oh! il avait l'air tout à fait désagréable, et il était bourru comme si le manque de parole de papa l'eût offensé et qu'il ne se souciait plus de lui. Je l'ai à peine vu, tout juste assez pour apercevoir ses yeux noirs et son épaisse moustache noire. Il était grand, pauvrement vêtu, et, quoiqu'il n'eût pas parlé, je me suis figuré qu'il était Anglois.

— Il n'a pas parlé... c'est donc le

Français qui a décidé votre père à s'en aller avec eux? — Oui.

— Et paraissait-il agité? — Très-agité.

Richard Thornton murmura quelque chose entre ses dents serrées, et ce quelque chose ressemblait à un juron.

« Dites-moi, Éléonor, reprit-il, je sais que votre père n'était jamais trop riche; aurait-il eu par hasard beaucoup d'argent sur lui hier soir? Pouvez-vous me répondre? — Oui, il avait une forte somme.

— Comment! une forte somme? Vous voulez dire quelques livres, sans doute? — Oh! bien plus que cela. Il avait cent livres en billets de la Banque de France. C'était l'argent que ma sœur consanguine, mistress Bannister, lui avait envoyé pour payer mon éducation chez Mme Marly.

— Mistress Bannister! dit Richard, saisissant le nom au passage, ah! oui, je me souviens que mistress Bannister est votre sœur. Elle est très-riche, n'est-ce pas, et elle vous a témoigné de la bonté? Si vous étiez dans la peine, Éléonor, je suppose que vous iriez à elle? — Aller à elle si j'étais dans la peine! oh, non, Dick, pour rien au monde!

— Et pourquoi non?... n'a-t-elle pas été très-bonne pour vous, Nell? — Oui, oui; elle a payé pour mon éducation, et des choses de ce genre; mais vous savez, Richard, qu'il y a des gens qui font le bien d'une mauvaise

manière. Si vous saviez quelle cruelle lettre mistress Bannister a écrite à papa, quels humiliants reproches elle lui a adressés, il y a quelques jours seulement, vous ne seriez pas étonné que je ne l'aime pas.

— Mais elle est votre sœur, Nell, votre proche parente. — Après papa.

— Et elle doit vous aimer et se montrer bonne pour vous. Elle habite Bayswater, n'avez-vous dit, je crois? — Oui, dans Hyde Park Gardens.

— Bon. Mistress Bannister, Hyde Park Gardens, Bayswater. — Il répéta le nom et l'adresse comme s'il voulait graver le tout dans sa mémoire.

« Je vais vous conduire chez vous, Nell; vous êtes sans doute bien fatiguée, ma pauvre enfant? — Eh! que m'importe la fatigue, Richard, lorsque je suis inquiète de papa! Oh! si je le trouvais en rentrant, quel bonheur pour moi! »

Mais elle pesait sur le bras de Richard, et celui-ci sentait qu'elle était lasse. Elle avait couru les rues de Paris pendant plusieurs heures, la pauvre enfant, suivant toute espèce de personnes qui, de loin, offraient quelque ressemblance avec son père, et espérant toujours à chaque méprise nouvelle.

Ils entrèrent alors dans une rue plus large, et le peintre, appelant la première voiture qui vint à passer, y fit monter Éléonor. Elle n'en pouvait presque plus

de fatigue et d'épuisement. « Qu'avez-vous pris aujourd'hui, Nell? » lui demanda-t-il.

Elle hésita un instant, comme si elle avait oublié ce qu'elle avait pris ou ne se souvenait pas d'avoir mangé.

« On a envoyé ce matin le café et les petits pains de papa, vous savez, qu'il fait venir de chez le traiteur voisin. J'ai mangé un des petits pains. — Et pas autre chose depuis? — Non. Comment aurais-je pu manger, préoccupée comme je l'étais de l'absence de papa? »

Richard hochà la tête d'un air de reproche.

« Ma chère Nell, dit-il, vous venez de me promettre d'être gentille et d'avoir confiance en la Providence. Je vais vous mener souper quelque part, et puis vous rentrerez demain bien tranquillement.

« Je vous obéirai, Richard, répondit Éléonor d'un ton soumis, mais laissez-moi aller voir d'abord si papa n'est pas de retour. — Le peintre ne répondit pas tout d'abord à cette demande. Il réfléchit et ajouta ensuite :

« Comme il vous plaira, Nell. — Il dit au cocher de les conduire rue de l'Archevêque, mais quand la voiture arriva devant la boutique du boucher, il ne laissa pas descendre Éléonor malgré le désir qu'elle manifesta de s'en aller vers la maison; »

« Restez où vous êtes, Nell, dit-il